

## COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

#### SÉANCE DU 25 JUIN 2024

L'an deux mille vingt-quatre le **25 juin à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis à la salle des Fêtes de BLACY, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 19 juin 2024 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

**Etaient présents** : MM. CAPPÉ, FORMET, Mme PARNISARI, MM. FORTIN, BOUTROY (suppléant de M. DHYÈVRE), DULIEUX, Mme GUÉRY, MM. DELCOMBEL, MATHIEU, Mme FELICETTI, MM. DESCHAMPS, COLLOT, Mme ARMANETTI, MM. MAUTRAIT, LAVEFVE (suppléant de M. CHAMPION), GÉRARD, DANCOT (suppléant de M. MOULIN), NOBLET, GAUMONT, ROYER, CHAVEROU, LOISELET PASSINHAS, BOUQUET, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mme VÉGA, M. FONTAINE, Mme COLSON, MM. ROCH, BEAUJOIN, CARDOSO, Mme PARIS, MM. EL GHALLOUSSI, ERRE.

**Absents excusés** : MM. LONCLAS, VEBER, THIÉBAULT, COTTON, LANTERNAT, MALOU, CASTAGNA, DESANLIS, Mmes KARCENTY, GEOFFROY, SIMONNET, MM. COQUIN, BONETTI, MOUTON, Mme COLLIN, MM. TINDILLIÈRE, GONTHIER, Mmes JACQUEMOT, SERRE, M. HMISSI, Mmes BAUMEL, GOUILLY, BERTIN, M. TRIOLET, Mme GOLLÈS.

**Absents** : M. NICOULEAUD, Mme MUNSTER, M. DUCHÊNE.

13 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. VEBER, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. ROYER,
- ✓ M. COTTON, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. GÉRARD,
- ✓ Mme GEOFFROY, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à Mme GUÉRY,
- ✓ M. BONETTI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. MATHIEU,
- ✓ M. MOUTON donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à M. Arnaud ROCH,
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à Mme PARIS,
- ✓ M. GONTHIER donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à M. BOUQUET,
- ✓ Mme SERRE donne pouvoir à M. FONTAINE,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. BURCKEL,
- ✓ Mme BAUMEL donne pouvoir à M. BEAUJOIN,
- ✓ Mme GOUILLY donne pouvoir à M. CARDOSO.

Secrétaire de séance : Monsieur Olivier DELCOMBEL.

**PERSONNEL COMMUNAUTAIRE**

**CONVENTION CADRE RELATIVE À LA DISPONIBILITÉ  
DES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES PENDANT  
LEUR TEMPS DE TRAVAIL**

Rapporteur : Monsieur Laurent BURCKEL

Le Centre de secours principal des sapeurs-pompiers de VITRY-LE-FRANÇOIS et les services municipaux puis communautaires sont liés par une longue histoire.

Pendant longtemps (jusqu'à la fin des années 90), les services techniques municipaux et les sapeurs-pompiers n'étaient d'ailleurs pas dissociables. Tous les sapeurs pompiers étaient volontaires ; tous les agents des services techniques étaient sapeurs pompiers ; les bâtiments étaient réunis en un même lieu, et la direction était commune. Jusqu'en 1998 le directeur des services techniques municipaux et le chef de centre des sapeurs-pompiers étaient une même personne.

Mais progressivement, au cours des années 1990, la professionnalisation du corps des sapeurs-pompiers et la départementalisation des services de secours, avec la création des services départementaux d'incendie et de secours (S.D.I.S.), ont rendu les sapeurs pompiers autonomes par rapport à nos services.

Toutefois, persiste encore aujourd'hui une histoire commune et des relations fortes.

Des agents des services communautaires (1 actuellement) sont sapeurs-pompiers volontaires et peuvent être appelés, en cas de nécessité, même pendant le temps de service.

Les sapeurs pompiers disposent également d'un droit à la formation.

Afin de finaliser et de régulariser ces absences pendant le temps de service de nos agents, une convention de disponibilité opérationnelle et de disponibilité pour formation est à établir.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de convention annexé en pièce jointe,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 11 juin 2024,


Il vous est proposé, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver cette convention à conclure avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours, dont un exemplaire est joint au présent rapport ;

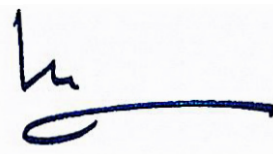
2°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer cette convention, et plus largement tout document afférent à ce dispositif.

La délibération est adoptée  
**à l'unanimité** des membres  
du Conseil de Communauté.

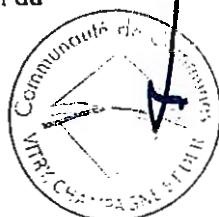
Le secrétaire de séance,  
Olivier DELCOMBEL



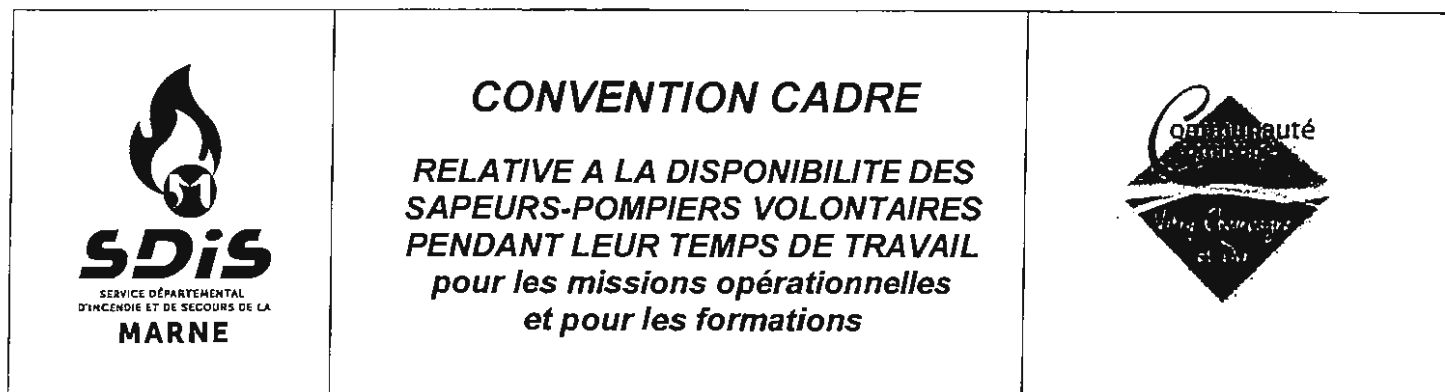
**POUR EXTRAIT CONFORME,  
LE PRESIDENT,  
Jean-Pierre BOUQUET**



Certifié exécutoire par le Président compte tenu  
de la transmission en Sous-Préfecture le **28 JUIN 2024**  
et de la publication le **1 JUL. 2024**  
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif  
de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.



**En application :**

- du code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 723-3 à L. 723-19 et R. 723-1 à R. 723-91,
- du code général des collectivités territoriales, et notamment son articles R. 1424-51,
- de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 modifiée relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers,
- de la loi n°91-1389 du 31 décembre 1991 modifiée relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service,
- de la circulaire du 14 novembre 2005 relative au développement du volontariat chez les sapeurs-pompiers,
- du décret n°2012-492 du 16 avril 2012 modifié relatif aux indemnités des sapeurs-pompiers volontaires,
- du décret n°2015-580 du 28 mai 2015 modifié permettant à un agent public civil le don de jours de repos à un autre agent public

**Considérant :**

- l'intérêt d'un partenariat entre « l'employeur » et le « SDIS » afin d'améliorer le service public d'incendie et de secours en vue de la protection et de la sauvegarde des personnes, des biens et de l'environnement dans le respect des nécessités de fonctionnement de l'entreprise ou du service public employeur ;
- la volonté de la commune de renforcer son action de solidarité auprès des populations sur son territoire ;
- que la disponibilité du sapeur-pompier volontaire est une nécessité publique garantissant le principe d'égalité des citoyens devant les secours ;
- que le sapeur-pompier volontaire, au sein de l'administration, peut être porteur d'une éthique et de valeurs fortes (notamment altruisme et sens de l'intérêt général), il est respectueux et a le sens de la hiérarchie, il a le sens du travail en équipe et de la solidarité. Il est porteur d'un savoir et d'un savoir-faire qui pourraient être bénéfiques pour tous.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Entre :**

Le service départemental d'incendie et de secours de la Marne, route de Montmirail, 51510 FAGNIERES, représenté par M....., Président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours, ci-après dénommé : "le SDIS",

**Et :**

**La communauté de communes  
Vitry, Champagne et Der**

Sis à l'adresse :

**51300 VITRY-LE-FRANÇOIS**

Téléphone :

**03.26.**

Représentée par :

**Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, président**

Ci-après dénommé

**« L'employeur »**

**Article 1er : Objet**

La présente convention vise à préciser les conditions et les modalités de la disponibilité pour les missions opérationnelles et pour les formations pendant leur temps de travail des agents de la collectivité dénommée **Communauté de communes Vitry, Champagne et Der** en qualité de sapeur-pompier volontaire au sein du SDIS de la Marne dans le respect des nécessités de fonctionnement de l'employeur.

## **Article 2 : Engagement de l'employeur**

Conformément aux dispositions du code de la sécurité intérieure, notamment les articles L723-11 et L723-12, la **Communauté de communes Vitry, Champagne et Der** s'engage à favoriser la disponibilité de ses agents afin de leur permettre de s'absenter pour effectuer, pendant leur temps de travail, des activités découlant de leur engagement de sapeur-pompier volontaire.

## **Article 3 : Caractéristiques de l'absence**

### **I. Comptabilisation**

Sont comptabilisées toutes les heures passées hors du lieu de travail, pendant les heures de travail,

Dans ce cadre, le temps passé hors du lieu de travail, pendant les heures de travail, par le sapeur-pompier volontaire est assimilé à une durée de travail effectif pour la détermination de la durée des congés payés, des droits aux prestations sociales et pour les droits qu'il tire de son ancienneté.

### **II. Bénéfice de don de jours de repos d'un autre agent public**

Un agent public peut renoncer anonymement et sans contrepartie à des jours de repos non pris au bénéfice d'un autre agent de la même collectivité détenteur d'un engagement de sapeur-pompier volontaire pour la participation aux missions ou activités du SDIS de la Mame.

Le SDIS de la Mame établira une attestation précisant la mission ou l'activité concernée et le nombre de jours sollicités.

Le sapeur-pompier volontaire concerné bénéficie du maintien de sa rémunération. La durée du congé est assimilée à une période travail effectif.

## **Article 4 : Autorisations d'absence pour activités opérationnelles**

Le sapeur-pompier volontaire est autorisé à s'absenter pendant son temps de travail, après déclenchement de l'alerte, à n'importe quel moment de la journée et quelle que soit la nature de l'intervention sous réserve des dispositions suivantes :

- le départ en mission opérationnelle est conditionné par l'activation du bip confié par le SDIS au sapeur-pompier volontaire, ou la notification du départ par une application téléphonique ;
- le sapeur-pompier volontaire ne peut pas partir en mission opérationnelle lorsqu'il est d'astreinte pour la **Communauté de communes Vitry, Champagne et Der**. Le sapeur-pompier doit adresser une copie de son planning d'astreintes au chef du centre de secours ;
- en cas d'événement exceptionnel nécessitant le renfort des moyens de la **Communauté de communes Vitry, Champagne et Der**, le sapeur-pompier volontaire reste en priorité mobilisé par la **Communauté de communes Vitry, Champagne et Der**, sauf décision expresse de Le Président ou de son représentant ;
- le sapeur-pompier volontaire ne peut pas être autorisé à quitter son poste de travail si son départ risque de compromettre l'exécution d'une tâche susceptible de porter atteinte à la sécurité des usagers ou de ses collègues, notamment, s'il se trouve sur un chantier éloigné, en équipe, et que son départ prive l'équipe d'un véhicule nécessaire à la sécurité du chantier ou au retour de ses collègues de travail, s'il se trouve sur un chantier où il est le seul à pouvoir exécuter la tâche en cours (exemple : agent au volant d'un engin de fauchage-débroussaillage ou d'un engin de déneigement) ;
- le supérieur hiérarchique, ou son représentant, autorise l'agent à s'absenter si le départ en mission intervient pendant le temps de travail ;
- le sapeur-pompier volontaire ne peut qu'exceptionnellement et en accord avec son supérieur hiérarchique utiliser un véhicule de service pour se rendre au centre de secours ou sur le lieu d'intervention. Le sapeur-pompier volontaire s'engage à réintégrer son poste dès que sa présence n'est plus utile pour le centre d'incendie et de secours.

En cas d'événement de grande ampleur au sein du département ou de demande de renfort formulée dans le cadre de la solidarité interdépartementale, et notamment en raison des événements climatiques (ex. feux de forêts, inondations, tempêtes), le sapeur-pompier volontaire peut demander à son supérieur hiérarchique de participer à ces opérations de secours pour un ou plusieurs jours.

## **Article 5 : Autorisations d'absence pour formation**

Le sapeur-pompier volontaire est autorisé à s'absenter, dans le cadre de la formation professionnelle continue, pendant son temps de travail, pour participer aux actions de formations nécessaires pour accomplir les missions du service départemental d'incendie, dans les conditions et limites fixées, à savoir :

- 10 jours sur son temps de travail pour sa formation initiale la première année (modules Secours d'urgence aux personnes et Protection des personnes des biens et de l'environnement).
- 10 jours pour le module Incendie la deuxième année.
- un minimum de 5 jours à partir de la troisième année d'engagement de sapeur-pompier volontaire.

Les formations de perfectionnement et de maintien des acquis entrent dans les décomptes des jours de formation.

Le nombre de jours de formation utilisé en anticipation ou report des 5 jours annuels pour la formation de sapeur-pompier volontaire peut être imputé sur le contingent des années suivantes. Le nombre de jours au-delà de 5 doit faire l'objet d'un accord ponctuel avec l'employeur.

La durée de la formation peut être modulée pour tenir compte des impératifs de l'employeur et des fonctions exercées par le sapeur-pompier sur son poste de travail.

La durée des autorisations d'absence pour séances de formation s'entend depuis le départ du sapeur-pompier volontaire jusqu'à son retour sur le lieu de travail en jours ouvrables.

#### **Article 6 : Programme prévisionnel des séances de formation**

Le SDIS de la Marne est un organisme de formation professionnelle identifié sous le numéro de déclaration d'activité 21.51.P0033.51.

Le calendrier de formation du SDIS étant établi en fin d'année pour l'année suivante, le sapeur-pompier volontaire devra informer son employeur des souhaits qu'il a exprimés en matière de formation.

Le SDIS transmettra le calendrier de formation annuellement à la demande de l'employeur.

Le planning de formation est établi sous le contrôle de Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Marne.

Le SDIS de la Marne doit établir une programmation des actions de formation, et le sapeur-pompier volontaire doit informer son employeur au moins deux mois à l'avance des dates et de la durée envisagées.

Le programme du stage sera remis dès que possible à l'employeur.

#### **Article 7 : Autres activités :**

Ouvrent également droit à autorisation d'absence sur présentation d'une convocation la participation aux réunions des instances dont le sapeur-pompier volontaire est membre et, pour le sapeur-pompier volontaire exerçant des responsabilités, aux réunions d'encadrement aux niveaux départemental ou de groupement organisées par le service d'incendie et de secours.

#### **Article 8 : Seuil de sollicitation maximal :**

L'agent est autorisé à se positionner en astreinte de sapeur-pompier volontaire sur son temps de travail annuel. La mise à disposition de 500 heures d'astreinte sur le temps de travail conduit à une faible occurrence opérationnelle. En fonction du profil de poste occupé par l'agent, cette mise à disposition pourra être modulée.

Le SDIS transmettra l'état annuel des astreintes effectuées à la demande de l'employeur.

En tout état de cause, le nombre d'heures d'absence de l'agent de son travail dans le cadre de la présente convention ne devra pas excéder 10% de sa quotité annuelle de travail sauf situation exceptionnelle telle que mentionnée à l'article 4.

#### **Article 9 : Contrôle des absences**

##### **Pour les interventions :**

A la demande de son employeur, le sapeur-pompier volontaire présentera une attestation d'intervention établie par le chef de centre ou son représentant sous forme papier (précisant les heures de début et de fin d'intervention lors de son retour au travail) ou présentera la visualisation de l'application opérationnelle utilisée par le SDIS. Le SDIS fournira annuellement, à la demande éventuelle de l'employeur, un état de participation aux interventions des sapeurs-pompiers volontaires mentionnés à ladite convention.

##### **Retard suite à une intervention :**

En cas de retard sur son lieu de travail suite à une intervention, le sapeur-pompier volontaire présentera une attestation d'intervention établie par le chef de centre ou son représentant, précisant les heures de début et de fin d'intervention, ou présentera la visualisation de l'application opérationnelle utilisée par le SDIS.

##### **Pour les formations :**

Le sapeur-pompier volontaire doit produire à l'employeur une attestation de présence à la formation délivrée par le directeur départemental d'incendie et de secours, ou son représentant.



#### **Article 10 : Reconnaissance de la formation des sapeurs-pompiers au sein de la collectivité**

Les formations détenues par les sapeurs-pompiers volontaires peuvent permettre l'obtention par équivalence de diplômes reconnus par l'employeur. Ce dernier pourra demander l'attestation de formation auprès du service départemental d'incendie et de secours de la Marne.

#### **Article 11 : Refus d'autorisation d'absence**

Les nécessités du service peuvent, à certaines époques, obliger l'employeur à conserver l'intégralité de ses personnels en activité. Celui-ci s'engage à notifier par écrit cette situation au sapeur-pompier volontaire qui avertit son chef de centre dans les délais les meilleurs afin de lui permettre de pallier la carence en personnels dans le potentiel opérationnel.

#### **Article 12 : Protection du sapeur-pompier volontaire**

Aucun licenciement, aucune sanction disciplinaire, aucune discrimination, aucun déclassement professionnel ne pourront être prononcés par l'employeur à l'encontre du sapeur-pompier volontaire en raison des absences résultant de l'application des dispositions de la présente convention.

#### **Article 13 : La protection sociale en service commandé**

Durant la période couverte par l'autorisation d'absence sur le temps de travail, le sapeur-pompier volontaire est considéré en service commandé.

Mais, les sapeurs-pompiers volontaires qui sont fonctionnaires (titulaires ou stagiaires) ou contractuels bénéficient, en cas d'accident survenu ou de maladie contractée dans leur activité de sapeur-pompier, du régime d'indemnisation fixé par les dispositions statutaires qui les régissent :

Lorsque le sapeur-pompier volontaire est fonctionnaire (titulaire ou stagiaire), l'employeur est tenu de prendre en charge les frais liés à cet accident ou cette maladie.

Les intéressés peuvent toutefois demander, dans un délai déterminé, à compter de la date de l'accident ou de la première constatation médicale de la maladie, le bénéfice d'indemnisation institué pour les sapeurs-pompiers s'ils y ont intérêt.

Lorsque le sapeur-pompier volontaire ne bénéficie pas du statut de fonctionnaire, il relève du régime de protection sociale du sapeur-pompier volontaire. Dans ce cas, la gestion de son dossier d'accident est à la charge du SDIS.

#### **Article 14 : Engagement du sapeur-pompier volontaire**

Durant leurs activités de sapeurs-volontaires, les intéressés sont soumis aux mêmes règles d'hygiène et de sécurité que les sapeurs-pompiers professionnels, en terme notamment d'équipements et de technique de mise en œuvre opérationnelle.

Le sapeur-pompier volontaire accepte sans conditions les aménagements de son poste qui peuvent être décidés par l'employeur au titre de la prévention des risques professionnels pour la journée de travail qui suit cette activité opérationnelle.

Pour une intervention ou un cumul d'interventions représentant plus de 6 heures réalisées pendant la nuit (22H- 7H00), l'agent bénéficiera d'une autorisation d'absence de son poste de 4 heures, à compter de l'achèvement de la remise en état des véhicules.

#### **Article 15 : Les conventions individuelles des sapeurs-pompiers**

Une convention individuelle sera signée entre chaque agent sapeur-pompier volontaire, la Communauté de communes Vitry, Champagne et Der et le SDIS de la Marne sur la base des modalités de la présente convention.

#### **Article 16 : Reconduction / résiliation**

La présente convention est conclue pour une durée d'une année, renouvelable par tacite reconduction.

Elle pourra être dénoncée à la demande de l'une ou de l'autre des parties avec un préavis de trois mois.

#### **Article 17 : Application et entrée en vigueur**

Les dispositions de la présente convention sont applicables dès la signature des deux parties contractantes.

La présente convention est conservée par chacune des parties et entre en vigueur à la date de signature.

**Article 18 : Règlement d'un différend**

Les parties s'engagent à privilégier la voie amiable. A défaut, le tribunal administratif de Chalons en Champagne demeure compétent.

Fait en deux exemplaires à VITRY-LE-FRANÇOIS, le

Le Président du conseil d'administration  
du SDIS de la Marne

Le président de la communauté de communes  
Vitry, Champagne et Der

M.....

Jean-Pierre BOUQUET